



HAL
open science

Penelopegate: la fin du “ On a toujours fait comme ça! ”

Daniel Boy

► **To cite this version:**

Daniel Boy. Penelopegate: la fin du “ On a toujours fait comme ça! ”. The Conversation France, 2017. hal-03647587

HAL Id: hal-03647587

<https://sciencespo.hal.science/hal-03647587>

Submitted on 20 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Penelopegate : la fin du « On a toujours fait comme ça ! »

Publié: 1 février 2017, 14:53 CET

Daniel Boy

Professeur de sciences politiques, Sciences Po



Au Zénith de la Villette, le 29 janvier 2017. Eric Feferberg/AFP

L'affaire Fillon et bien d'autres analogues dans le passé récent – Urba Gracco en 1990, affaire Elf en 1994, emplois fictifs de la mairie de Paris en 2011, affaire Cahuzac en 2012, etc. – posent une question intrigante : pourquoi des responsables politiques ou des « puissants » (chefs d'entreprise, dirigeants syndicalistes, sportifs ou artistes renommés), que l'on doit supposer raisonnablement lucides, se laissent-ils prendre à enfreindre grossièrement des règles d'éthique qui, au jour de l'affaire, paraissent au public fondamentales ?

Bien souvent on a le sentiment que les responsables mis en cause pour des manquements graves à l'éthique plaident implicitement une sorte de bonne foi qui leur fait dire, ou au moins suggérer : pourquoi me condamner, moi, aujourd'hui, puisqu'« on a toujours fait comme ça » ? À quoi tient cette confusion entre le permis et l'interdit parmi des responsables que l'on pourrait imaginer attentifs aux exigences de la société ? À deux raisons, sans doute complémentaires.

Opacité et impunité ne sont plus de mise

La première tient à l'opacité des systèmes de pouvoir qui, jusqu'ici, garantissait une probable impunité à ceux qui en bénéficiaient. Rappelons ici que la notion de « transparence » trouve ses origines dans les mouvements d'idée du Siècle des Lumières (voir à ce sujet Sandrine Baume, « La transparence dans la conduite des affaires publiques. Origines et sens d'une exigence ») et s'affirme comme une exigence de visibilité du pouvoir destinée à combattre l'arbitraire.



Dans les sphères du pouvoir (quelle que soit sa nature), il est sans doute bien difficile d'échapper au sentiment d'être hors d'atteinte des regards du public. Pourtant, le développement d'une presse libre a, depuis longtemps, donné naissance à des investigations aboutissant souvent à des mises en cause convaincantes.

Mais au-delà des vertus du *Canard enchaîné* ou, plus récemment, du succès de telle émission télévisée consacrée au dévoilement de « scandales » (Cash Investigation sur France 2), il apparaît que la technologie de la recherche d'informations a gagné une nouvelle puissance avec la naissance des Wikileaks et d'autres techniques utilisant de façon sophistiquée la quête d'information au sein des *big data*. Aujourd'hui, aussi puissant soit-il, nul ne devrait se croire à l'abri d'une investigation peut-être dommageable.

L'hypersensibilité de l'opinion

La seconde raison qui explique la relative surdité des puissants quant aux exigences de l'éthique tient probablement à un décalage de plus en plus patent entre ce que les responsables estiment devoir à la société et ce que la société exige réellement d'eux.

Sous l'effet de transformations structurelles, au premier chef, l'augmentation des niveaux d'éducation, la demande d'éthique de la société a considérablement changé au cours des vingt dernières années. Au-delà de ces transformations structurelles la répétition, *ad nauseam*, des mêmes affaires (prises d'intérêt illégales, conflits d'intérêts méconnus) lasse le public et le rend désormais hypersensible à toute annonce d'une nouvelle crise d'éthique.



La « une » du Canard enchaîné du 1er février 2017.

Il n'est pas sûr que les puissants aient pris la mesure de ces évolutions majeures. Puisqu'« on a toujours fait comme ça » et que, en fin de compte, le public dans le passé s'est montré assez indulgent, pourquoi ne pas continuer comme nos prédécesseurs ? On l'affirme ici : parce que le degré de tolérance de la société a profondément changé.

Remède amer

Les conséquences directes de ce hiatus entre conceptions de l'éthique se lisent dans l'image terriblement dégradée du monde politique dont témoigne, par exemple, l e Baromètre de la Confiance politique du Cevipof. Comment remédier à cette situation ?

Sans doute peut-on espérer que les puissants, d'eux-mêmes, prennent conscience des nouvelles exigences d'éthique de la société et, si nécessaire, modifient en conséquence leurs comportements. L'autre solution, sans doute plus lourde, mais infiniment plus sûre, consiste à modifier inlassablement les règles légales de la transparence. Elle passe par des procédures souvent jugées inquisitoriales par les puissants : transparence des revenus et du patrimoine, déclaration des intérêts, faisant l'objet, si nécessaire, de vérifications réelles, etc.

Le remède est amer. Mais le mal est grave parce qu'il contribue au développement d'un populisme qui mine les fondements du système démocratique.

